



BAROMÈTRE SÉCURITAIRE DU KIVU

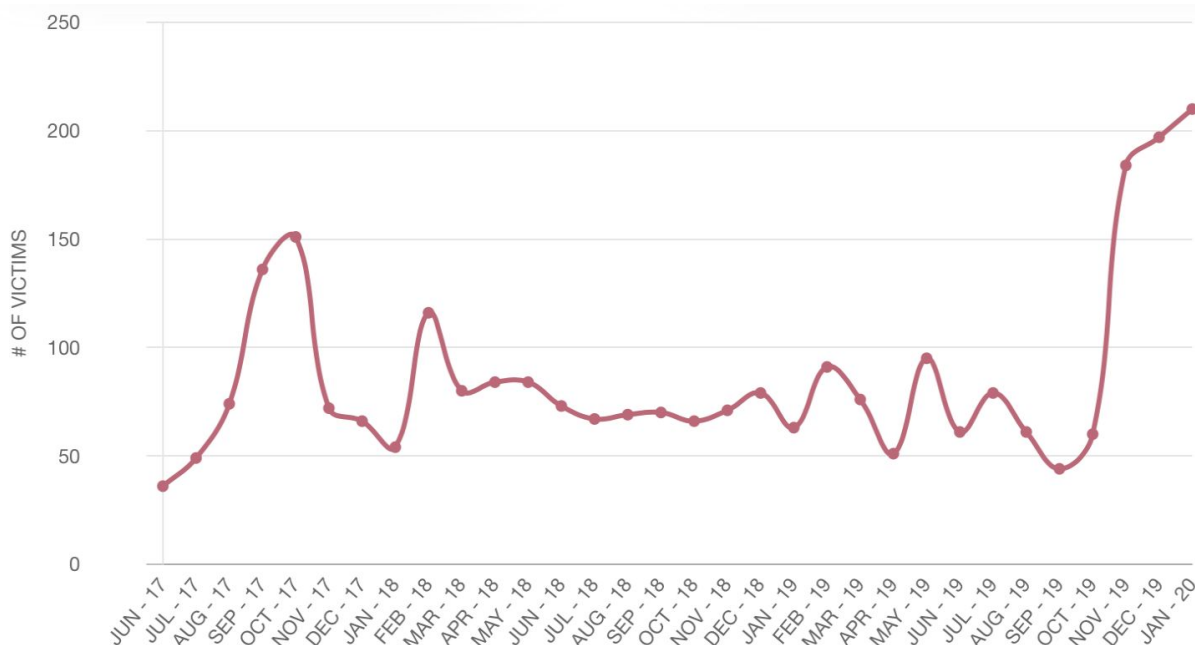
L'ARMÉE CONGOLAISE DÉPASSÉE

RAPPORT MENSUEL – JANVIER 2020

210 meurtres (↑7% par rapport à novembre 2019)
128 enlevés ou kidnappés (↑261%)
60 affrontements (↓5%)

Après deux mois extraordinairement meurtriers dans les Kivus, le nombre de civils tués par les acteurs armés a encore augmenté en janvier 2020 avec 210 décès violents enregistrés. Cela fait de ce mois le plus meurtrier

depuis les débuts des relevés du Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) en juin 2017.



Trois foyers de tensions sont restés particulièrement actifs : le territoire de Beni, où des massacres à grande échelle ont à nouveau été commis, essentiellement par les combattants islamistes ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) ; celui de Walungu, où la traque des rebelles hutu rwandais du Conseil national pour la renaissance et la démocratie (CNRD) a à nouveau provoqué la mort de civils ; et les affrontements entre milices communautaires sur les hauts plateaux de Fizi et Uvira.

À cela s'est ajouté une nette aggravation des conflits en territoire de Rutshuru entre le NDC-R et l'armée congolaise (FARDC) d'une part et les milices Nyatura et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) de l'autre.

L'armée congolaise ne paraît en mesure de faire cesser les exactions contre les civils dans aucun de ces quatre foyers. Elle est confrontée à de graves problèmes logistiques. Ses grandes offensives semblent terminées dans le territoire de Beni, elle s'interpose peu sur les hauts plateaux de Fizi et Uvira ou dans le petit nord, et fait partie des belligérants ayant commis les principales exactions lors de l'opération contre le CNRD.

Du fait de cette insécurité persistante, un regain de mobilisation des milices, et l'échec de démobilisations volontaires, faute de structure d'accueil notamment, a été observée, notamment dans les territoires de Lubero, Kalehe et Shabunda.

Beni : insaisissables ADF

Après deux mois extrêmement meurtriers dans le territoire de Beni, le nombre de civils tués a connu une baisse relative avec 94 victimes. Ce niveau reste toutefois très élevé : la moyenne enregistrée par KST était de 24 morts par mois avant novembre dernier. Les insurgés islamistes des Forces démocratiques alliées (ADF) sont à nouveau incriminés dans l'immense majorité des meurtres de civils (91 morts sur 94).

L'armée congolaise avait fait, début janvier, des annonces encourageantes en assurant avoir conquis « Madina », le quartier général des ADF, et tué cinq de ses six chefs. Mais aucune de ces « neutralisations » n'a pu être vérifiée. Les rares noms avancés par les FARDC n'étaient connus ni du KST ni de ses interlocuteurs, et aucune photo ou preuve de leur mort n'ont été avancés.

La tendance paraît en réalité peu encourageante. Après quatre semaines de calme relatif (15 meurtres ont été enregistrés entre le 1^{er} et le 27 janvier) les massacres ont en effet repris à un rythme effréné. Le territoire de Beni a même connu, le 28 janvier, sa journée la plus meurtrière depuis le début de la récente série de massacre avec 38 victimes dans les villages de Manzingi et Mebundu. D'autres massacres d'ampleur ont ensuite été commis les 29, 30 et 31 janvier.

La localisation de ces incidents les plus meurtriers à l'ouest de l'axe Beni – Eringeti suggère qu'une partie au moins des ADF ont échappé aux opérations des FARDC, qui se sont déroulées à l'Est de cet axe, et ont réussi à se regrouper dans de nouveaux sanctuaires. Selon un ancien membre de ce groupe armé capturé interrogé par le KST, des groupes d'ADF opéreraient désormais depuis le territoire de Mangina, dans la province de l'Ituri. Mais ces attaques pourraient également constituer une diversion des ADF pour obliger les FARDC à changer de zone d'opérations.

Pour couvrir la partie ouest du territoire de Beni, les FARDC auraient noué une alliance avec les mai-mai Uhuru, présent dans cette zone, selon une source interne à ce groupe armé.

Ils semblent, en effet, ne pas avoir une organisation et des effectifs suffisants pour tenir l'ensemble du territoire. Alors qu'un régiment ou un bataillon contient théoriquement au moins 750 hommes, certains de ceux déployés dans la région de Beni ne compteraient qu'une centaine d'hommes, et au mieux 600 pour les meilleurs d'entre eux, comme la 32^e brigade, selon plusieurs sources militaires congolaises. Les soldats de la Mission de l'ONU en RD Congo (Monusco) ont contribué à repousser une attaque des ADF présumés contre une position des FARDC à Mayi-Moya, le 29 janvier. Mais ils ne semblent pas non plus en mesure de sécuriser les civils sur l'ensemble du territoire.

Butembo - Lubero : les Mai-Mai Kabido recrutent

Le nombre d'affrontements a connu une augmentation significative en janvier, avec 8 incidents (contre 3 le mois précédent). Ils ont principalement opposé les FARDC au groupe Mai-Mai Kabido, aussi connu sous le nom de Front des patriotes pour la paix (FPP), un groupe dissident des Mai-Mai Mazembe. Ce dernier semble en train de se renforcer, recrutant de nouvelles personnes. Selon certaines d'entre-elles, que le KST a pu interroger, cette mobilisation, qui se déroule principalement dans la communauté Nande, vise à empêcher toute extension des tueries constatées sur le territoire de Beni, à celui de Lubero et à la ville de Butembo.

Walikale – Masisi – Rutshuru : la suprématie contestée du NDC-R

Le « petit Nord » a enregistré une augmentation très nette du nombre de civils tués avec 74 victimes en janvier dans les territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru. C'est plus du double de décembre.

Cela s'explique en partie par une résistance farouche à la progression du Nduma defense of Congo-Rénové (NDC-R), lequel cherche à déraciner les FDLR du territoire de Rutshuru et à étendre son influence.

Dans la chefferie de Bwito (ouest du Rutshuru) cette résistance est surtout incarnée par les milices Nyatura, en particulier Domi, alliés des FDLR.

Cette lutte est particulièrement meurtrière pour les civils, qu'ils soient victimes collatérales des combats ou tués car soupçonnés de complicités avec l'ennemi. Le NDC-R a ainsi tué 18 civils à Katsiru le 22 janvier lors d'une attaque contre les Nyatura et les FDLR, ce qui a provoqué une manifestation des habitants contre ces exactions et contre la collaboration d'officiers de l'armée congolaise avec ce groupe. Un poste de police a notamment été brûlé lors de ces troubles.

Suite à ces événements, le Réseau des patriotes résistants congolais (RPRC, une coalition formée autour du NDC-R) a publié un communiqué demandant à « la population de Bwito » de « se désolidariser des FDLR » pour éviter les « pleurs chez vous » car leurs « balles » ne « sauront jamais distinguer un Nyatura [d'un] FDLR ».

Les attaques des Nyatura contre le NDC-R et l'armée congolaise ont aussi provoqué la mort de civils, comme à Kabumba et Mutwangano le 6 janvier (9 tués). Par ailleurs, malgré la mort de Jean-Michel Africa en novembre dernier, son groupe, le Rassemblement pour l'unité et la démocratie (FDLR-RUD), a intensifié ses exactions dans la chefferie de Bwisha, avec 17 incidents provoquant la mort de 14 civils, dont 6 à Kinyandonyi le 15 janvier.

Les FDLR-RUD ont notamment affronté à trois reprises les FARDC, dont le moral semble très bas. Son 3407^e régiment basé à Nyanzale, a ainsi fait « grève » pendant plusieurs jours à partir du 27 janvier pour protester contre le « détournement » de leurs rations alimentaires. Ils ont même refusé de poursuivre les auteurs d'un kidnapping, ce qui a provoqué une journée ville morte et, indirectement, le lynchage de quatre présumés kidnappeurs.

Les territoires de Walikale et, dans une moindre mesure Masisi, semblent plus fermement sous le contrôle du NDC-R.

Seuls neuf affrontements ont ainsi été recensés sur ces deux territoires en janvier, essentiellement avec l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), qui sont le dernier groupe armé à contester leur suprématie.

Plusieurs redditions ont par ailleurs eu lieu sur le territoire de Masisi, comme celle du général autoproclamé Machaano Tabangeshe (qui n'était plus actif depuis plus d'un an selon les relevés du KST) et des Nyatura Delta, dont le chef s'était déjà rendu en décembre.

Goma – Nyiragongo : l'insécurité continue d'augmenter

Six civils ont été tués en janvier à Goma et sur le territoire Nyiragongo, ce qui représente le point le plus haut depuis six mois. Plusieurs de ces incidents meurtriers sont liés à la présence de bandes organisées de voleurs. Un agent de sécurité a ainsi été lui-même tué alors qu'il tentait d'empêcher une intrusion dans le quartier de Himbi. Et un étudiant a été tué par la police lors d'une course poursuite avec d'autres voleurs.

Kabare – Kalehe – Idjwi : fin de cavale pour Ngubito

Alphonse Kabishula, dit Ngubito, le chef d'une milice Raia Mutomboki, a été capturé le 25 janvier par un groupe rival, les mai-mai Kirikicho, qui l'ont remis aux FARDC. Il est désormais poursuivi pour organisation d'un mouvement insurrectionnel.

Son groupe, les Raia Mutomboki Kabishula avaient été impliqués dans sept incidents, et ses membres avaient tué deux civils, selon les données du KST. Mais il s'était rendu avec ses troupes début 2019 et avait été cantonné à Kamina, jusqu'à ce qu'il s'échappe en novembre dernier.

Par ailleurs, une centaine de Nyatura Kalume, qui étaient cantonnés au village de Numbi, en territoire de Kalehe, sont retournés au maquis au cours de ce mois, faute de prise en charge.

Mwenga – Shabunda : nouveaux combats meurtriers contre le CNRD

[L'offensive déclenchée par l'armée congolaise contre les rebelles hutus rwandais du CNRD en novembre dernier dans le Kalehe](#) s'est poursuivie du 5 au 11 janvier dans la chefferie de Lwindi, en territoire de Mwenga.

Selon plusieurs sources des autorités locales ainsi qu'un officier congolais, des militaires rwandais (RDF) ont participé à ces affrontements aux côtés des FARDC. Certains de ces mêmes observateurs ont décrit ces combats comme un conflit « entre frères rwandais ».

Selon plusieurs sources des autorités locales, plusieurs femmes et enfants de combattants du CNRD ont été tués dans les combats. Une source policière congolaise a notamment affirmé au KST avoir vu « des cadavres » de « femmes et d'enfants » en « décomposition » après les combats et donné un bilan provisoire de 27 civils tués, ce qui n'a pas pu être vérifié.

Selon un officier congolais et une source des autorités locales, les membres des RDF se sont retirés de la zone mi-janvier, ce qui a correspondu à la fin des combats. Selon cette dernière source, plus de 500 membres du CNRD restent dispersés sur le territoire de Mwenga.

Cette présence résiduelle est toujours ressentie comme une menace, notamment dans le territoire voisin de Shabunda. La crainte de leur arrivée, ainsi que le manque de prise en charge des autorités congolaises ont poussé plusieurs groupes Raia Mutomboki (Ndarumanga, Donat, Habikuanagaliye, Mabala et Kazimoto) à quitter le village de Kasheyi, où ils étaient cantonnés en attendant une reddition, pour reprendre les armes.

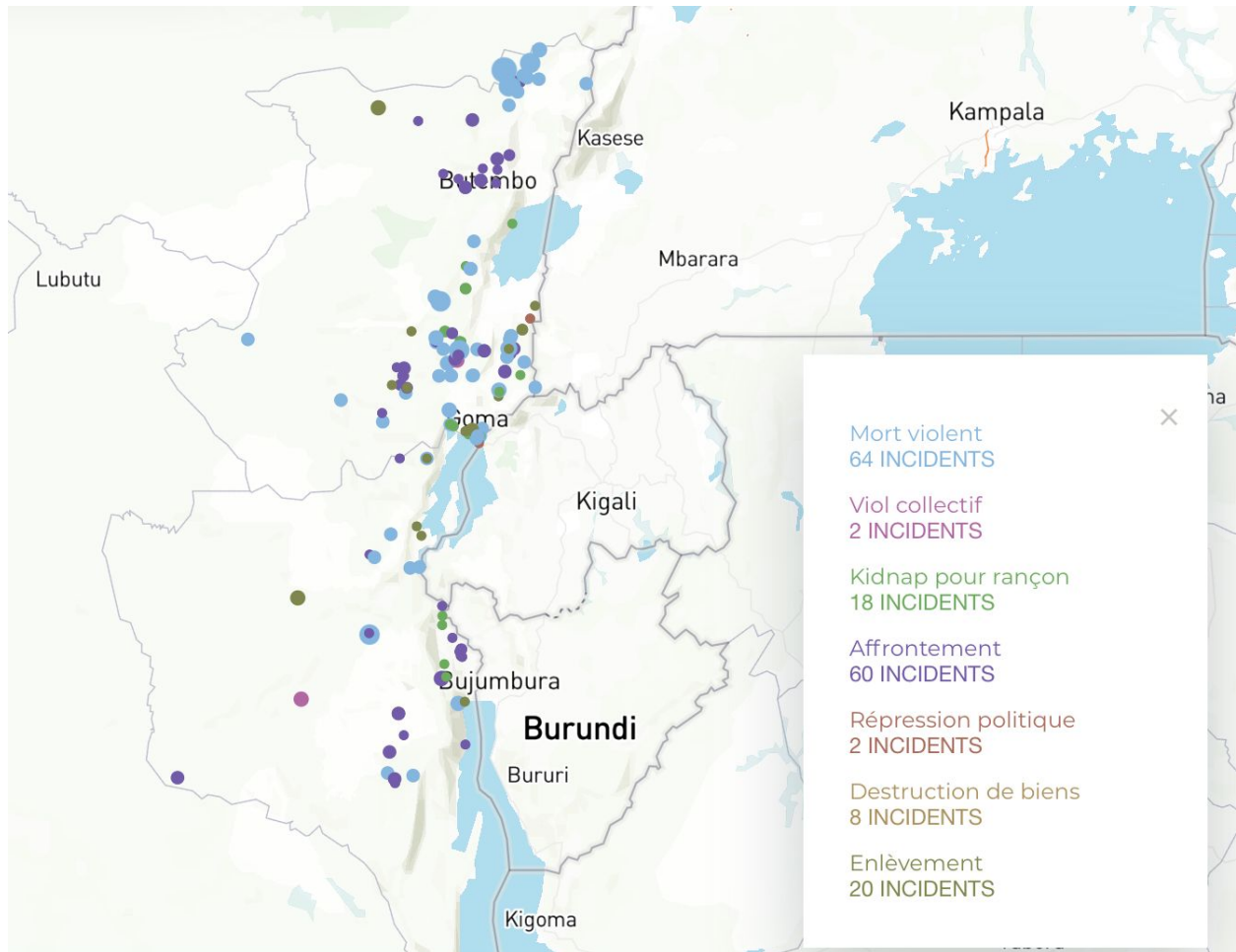
Fizi – Uvira – Walungu : menaces sur la communauté banyamulenge

Seize affrontements ont été enregistrés par le KST en janvier, soit trois de plus qu'en décembre.

Ceux-ci ont encore principalement opposé des milices issues de la communauté banyamulenge (Ngumino et Twiganeho) à des milices issues des autres communautés présentes sur le territoire et ont plutôt tourné à l'avantage des secondes.

Six Ngumino ont ainsi été tués le 3 janvier à Ibumba (Fizi) dans des combats avec les Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNSPC). Cinq membres de la communauté banyamulenge ont également été tués à Kahololo (Uvira) le 25 janvier par des mai-mai. D'autres attaques ont abouti à des destructions de villages et à des vols de bétail. Les discours de haine à l'égard de cette communauté se sont aussi développés en janvier dans ces territoires.

La période a également été marquée par la défection du colonel de l'armée congolaise Michel Rukunda, alias Mekanika, ce qu'il a justifié par un souci de défense la communauté banyamulenge. Mais n'a pas eu, à ce stade, de répercussions visibles sur le terrain : les autres militaires Banyamulenge, très surveillés par leurs collègues, sont rares à l'avoir rejoint et aucun incident impliquant son groupe n'a été enregistré par le KST.



Site web : <https://kivusecurity.org>

Twitter : [@kivusecurity](https://twitter.com/kivusecurity)

Facebook : <https://www.facebook.com/KivuTracker/>

Email : info@kivusecurity.org

Le KST est un projet mené conjointement par le Groupe d'Étude sur le Congo (GEC), basé au Centre sur la coopération internationale de l'Université de New York, et par Human Rights Watch. Human Rights Watch assure la formation et toute autre assistance aux chercheurs du KST, mais ne vérifie pas de façon indépendante tous les incidents recensés et ne soutient pas nécessairement tous les arguments avancés par le KST.